



DÉCLARATION CONJOINTE

LA CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SAGES-FEMMES PERD DE SA CRÉDIBILITÉ EN MINANT LA PRATIQUE DES SAGES-FEMMES AUTOCHTONES

19 juin 2026

Le National Council of Indigenous Midwives (NCIM) et l'Association canadienne des sages-femmes (ACSF/CAM) rejettent la façon dont la Confédération internationale des sages-femmes (ICM) continue de présenter la pratique sage-femme autochtone comme une question de terminologie et de normes professionnelles, alors que les préoccupations soulevées par les sages-femmes autochtones ont toujours porté sur l'autodétermination des peuples autochtones, leur gouvernance et la reconnaissance de multiples systèmes de savoirs, d'autorité et de reddition de comptes.

Des sages-femmes autochtones du monde entier sont arrivées au Congrès de l'ICM pour apprendre que non seulement l'Énoncé de position sur le Partenariat entre les sages-femmes autochtones et non autochtones avait été suspendu, mais également que le terme même de « pratique sage-femme autochtone » était remis en question au sein des cadres politiques et de gouvernance de l'ICM. Pour de nombreuses sages-femmes autochtones, cette décision a été vécue non pas comme un partenariat, mais comme une forme d'effacement.

Les sages-femmes autochtones souhaitent les mêmes résultats que ceux recherchés par l'ICM : des naissances sécuritaires, des soins maternels de haute qualité, de solides résultats en matière de santé, une responsabilité professionnelle rigoureuse et un accès à des soins culturellement sécurisants pour les femmes et les personnes qui accouchent, les nouveau-nés, les familles et les communautés.

L'ACSF et le NCIM rejettent le faux choix entre la compétence clinique et les systèmes de savoirs autochtones. Les sages-femmes autochtones ont toujours porté ces deux dimensions. L'insistance persistante de l'ICM à considérer que la légitimité découle uniquement de ses propres définitions et normes a causé un tort considérable à sa relation avec les sages-femmes autochtones, un tort que l'Énoncé de position sur le partenariat visait précisément à éviter.

Les sages-femmes autochtones sont bien plus qu'un titre professionnel ou un diplôme. Nombre d'entre elles agissent comme prestataires de soins de santé, enseignantes, mentores, gardiennes du savoir, porteuses de langues, défenseuses des droits, chercheuses et dirigeantes communautaires. Les connaissances qu'elles portent ne peuvent être évaluées uniquement à travers des titres universitaires ou des cadres réglementaires. Elles englobent des générations d'expériences vécues, de savoirs culturels, de responsabilité envers la communauté et d'engagements envers les générations futures.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones affirme que les peuples autochtones ont le droit de maintenir et de renforcer leurs institutions politiques, juridiques, économiques, sociales et culturelles distinctes tout en participant pleinement à la vie de l'État. Ces principes s'appliquent également aux systèmes autochtones de soins à la naissance, d'éducation, de gouvernance et de reddition de comptes, indépendamment de leur concordance avec les définitions professionnelles contemporaines ou les cadres réglementaires.



Le travail ayant mené à l'élaboration de l'Énoncé de position de l'ICM sur le partenariat entre les sages-femmes autochtones et non autochtones n'a pas commencé en 2021. Des sages-femmes autochtones et leurs alliées ont milité pendant des années avant de présenter un projet d'énoncé en 2017. S'en sont suivies plusieurs années de consultation, de création de relations, de négociation et de leadership avant son adoption en 2021. Cet énoncé représente près d'une décennie d'efforts de la part des sages-femmes autochtones pour obtenir une reconnaissance véritable au sein de la gouvernance mondiale de la profession.

La suspension de l'Énoncé de position soulève des préoccupations plus larges quant à la volonté de l'ICM de reconnaître les systèmes autochtones de savoirs, de gouvernance et de soins selon leurs propres termes, ainsi que quant à la place accordée aux sages-femmes autochtones comme véritables partenaires dans les décisions qui les concernent directement. Partout dans le monde, les peuples autochtones continuent de subir les effets des politiques coloniales qui ont cherché à marginaliser, réglementer ou remplacer les systèmes autochtones de santé, de gouvernance et de transmission des savoirs.

Les événements survenus lors du récent Congrès ICM ont révélé non seulement un désaccord sur le langage utilisé, mais également une profonde crise de confiance entre les sages-femmes autochtones et l'institution qui prétend représenter la profession sage-femme à l'échelle mondiale.

APPELS À L'ACTION

L'ACSF et le NCIM demandent à l'ICM de :

1. Rétablir l'Énoncé de position sur le partenariat entre les sages-femmes autochtones et non autochtones jusqu'à ce qu'un texte de remplacement ait été élaboré et approuvé.
2. Mettre en place une représentation autochtone permanente au sein des structures de gouvernance de l'ICM afin que les sages-femmes autochtones soient des partenaires à part entière dans l'élaboration des futures politiques de l'ICM concernant les peuples autochtones, les sages-femmes autochtones et les systèmes de soins autochtones.
3. Engager un dialogue significatif avec les sages-femmes autochtones concernant l'autodétermination des peuples autochtones, le pluralisme juridique, la gouvernance autochtone et les systèmes autochtones de reddition de comptes dans le contexte mondial de la profession sage-femme.
4. Entreprendre un examen indépendant de la gouvernance de la relation entre le Secrétariat, le Conseil d'administration et le Conseil de l'ICM, y compris des processus par lesquels les décisions stratégiques sont élaborées, communiquées et approuvées, afin d'assurer la transparence, la reddition de comptes et une participation significative des membres.

Si la communauté mondiale de la profession sage-femme souhaite atteindre l'objectif d'un million de sages-femmes supplémentaires, les communautés autochtones doivent faire partie de cet avenir. Les peuples autochtones ne sont pas périphériques à l'histoire de la profession sage-femme. Les systèmes autochtones de savoirs liés à la naissance, de soins et de responsabilité constituent une partie des fondements sur lesquels repose aujourd'hui la profession. L'avenir mondial de la profession sage-femme sera renforcé non pas en resserrant les définitions de l'appartenance, mais en reconnaissant pleinement la diversité des traditions sages-femmes, des systèmes de gouvernance et des communautés à travers le monde.